

HAUT BUGEY

PAGE 12

En prison pour agression sexuelle sur sa fille et sa belle-fille

LE PROGRÈS



OYONNAX - LÉMAN - BUGEY - BAS BUGEY | 01A
Lundi 16 janvier 2023

1,30 €

POLITIQUE

Jean Deguerry : « Le logement est l'affaire de tous »



Photo Progrès/Laurent THEVENOT

PAGE 13

COÛT DE L'ÉNERGIE

Le coup de gueule des entreprises de l'Ain

Les 295 adhérents de l'association des Acteurs économiques de la Plastics Vallée ont cosigné une tribune, parue dans *Les Échos*, et destinée au président Macron. Le prix de l'électricité pourrait mettre un terme à leur activité. Photo Progrès/Laurent THEVENOT

PAGE 11

OYONNAX

Le centre social ouest sous l'égide municipale : quel impact pour les familles ?

PAGE 17

AMBÉRIEU-EN-BUGEY

Une nouvelle station d'épuration pour mieux traiter les eaux usées



Photo d'illustration Progrès/Maxime JEGAT

PAGE 23

FRANCE

Ultra-droite : une montée en puissance qui inquiète

PAGES 2-3

MÉTÉO

Neige et verglas : vigilance accrue dans l'Ain



Photo Progrès/Guy DOMAIN

PAGE 14



128 PAGES
22 €

250 photos commentées qui témoignent de la transformation de nos paysages urbains et ruraux depuis 70 ans

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE BIEN PUBLIC

LE JOURNAL de Savoie et Laône

LE PROGRÈS

AIN

Édition d'Oyonnax - Léman - Bugey - Bas-Bugey

AIN

Prix de l'électricité : « On va couler » alertent nos industriels

Dans une tribune, les entreprises ainoises, notamment de la Plastics Vallée, poussent un « coup de gueule » face à la hausse des énergies, en particulier l'électricité. Ils appellent le Président Macron à mieux les protéger, et surtout à définir « une vision, une vraie stratégie » de souveraineté énergétique.

DOSSIER RÉALISÉ PAR ANTOINE DELSART ET FRÉDÉRIC BOUDOURESQUE

« Ce n'est pas dans nos habitudes d'être revendicatifs », reconnaît Christophe Desbrosses. Mais les tensions engendrées par la flambée des énergies, notamment de l'électricité, deviennent telles que ce chef d'entreprise de Martignat et de nombreux autres industriels ainois ont décidé de pousser « un coup de gueule » en signant un communiqué dans le journal *Les Échos* du vendredi 13 janvier. Il s'intitule « L'énergie du désespoir ». Initié par l'association des Acteurs économiques de la Plastics Vallée (AEPV, 295 adhérents) que préside depuis peu Christophe Desbrosses, ce texte s'adresse au président de la République, Emmanuel Macron.

■ Pouvoir « résilier les contrats » exorbitants

La première revendication invite le chef de l'État à « une réaction immédiate », en allant au-delà des mesures actuelles, jugées « ni suffisantes ni structurellement viables ». La tribune propose de « fixer un prix de l'électricité égal à la moyenne pondérée des coûts de production, en attendant une réforme du marché européen [...] ». Nous souhaitons également, dans un délai très court, pouvoir résilier les contrats conclus lors des derniers mois ou à défaut avoir un levier de négociation après des fournisseurs d'électricité.

Christophe Desbrosses rappelle au passage que « l'amortisseur » temporaire mis en place par le gouvernement n'efface pas le problème des abonnements renouvelés fin 2022 pour trois ans à des tarifs exorbitants. « Depuis, le pic est passé, les prix baissent mais on peut plus renégocier. »



« Ce n'est pas avec des mesurètes ou des aides qu'on s'en sortira. Et on ne veut pas d'une industrie subventionnée »

Christophe Desbrosses, président des Acteurs économiques de la Plastics Vallée



Les scieries de l'Ain, à l'image de celle du groupe Monnet-Sève Sougy, à Utriaux, souffrent des coûts exorbitants de l'électricité. Plus globalement, c'est toute l'industrie ainoise qui a vu ses nouveaux contrats doubler ou tripler fin 2022. Photo Progrès/Catherine AULAZ

■ Une concurrence faussée

Chez la scierie Ducret par exemple, la facture d'électricité passe en 2023 de 700 000 € à 2 millions d'euros. Presque triplée. « À 350 € du MWh, on n'est plus du tout compétitifs », résume Cyrille Ducret. « Même avec "l'amortisseur" dont on doit bénéficier à hauteur de 100 € du MWh. Il faut que l'électricité revienne à un prix normal. »

La hausse des prix de vente de l'industrie française la fragilise face à la concurrence étrangère. Depuis le 1^{er} janvier, l'Allemagne plafonne la facture des industriels à hauteur de 150 € le MWh,

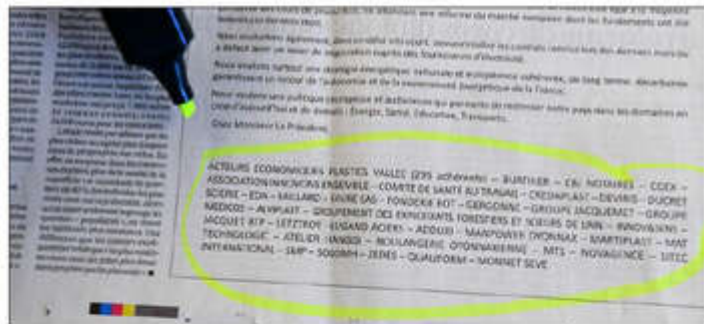
et tandis que l'Espagne et le Portugal profitent de leur dérogation négociée avec Bruxelles. « Nos marchés partent aux États-Unis, au Maroc, où l'énergie est moins chère. Et quand ils sont partis, c'est fini, on ne les revoit plus », déplore Christophe Desbrosses.

■ En quête de souveraineté

La seconde requête voit plus loin. « On va couler », prévient le président de l'AEPV, inquiet pour les prochains mois même si l'activité résiste encore. « Ce n'est pas avec des mesurètes ou des aides qu'on s'en sortira. Et on ne veut pas d'une industrie subventionnée. » La solution,

d'après la tribune ? « Une stratégie énergétique nationale et européenne cohérente, de long terme, décarbonée garantissant un retour de l'autonomie et de la souveraineté énergétique de la France. »

Ici transparait une forme de nostalgie du modèle historique d'EDF, garant pendant des décennies de l'indépendance tricolore. Son monopole a été sacrifié il y a quinze ans sur l'autel de l'ouverture à la concurrence, précipitant la fin de l'ère de l'électricité bon marché. Reviendra-t-elle avec la renationalisation annoncée d'EDF et la relance du nucléaire ?



Le communiqué des Acteurs économiques de la Plastics Vallée publié par le journal *Les Échos*. Photo Progrès/L.T.

DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE EN HAUSSE

En novembre 2022, *Le Progrès* avait consacré un dossier aux défaillances d'entreprises. Avec un constat amer : 209 défaillances étaient enregistrées au tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse sur les trois premiers trimestres de 2022. Soit une hausse de 10 % par rapport à la même période en 2021. Parmi les exemples notables, l'entreprise PRP Création à Oyonnax, qui venait d'engager de lourds investissements, et contrainte de demander un placement en redressement judiciaire pour étaler ses dettes. Autre exemple récent, Oogarden, la société d'Ambérieu-en-Bugey placée en redressement judiciaire le 27 décembre par le tribunal de commerce de Lyon. L'entreprise a pâti de la guerre en Ukraine, le bois qu'elle utilise pour ses salons de jardin venant de Russie et Biélorussie. Au Plateau d'Hauteville, la CSIC, qui gérait la cité médiévale de Montcornettes a été liquidée l'été dernier. Plus récemment, c'est la société de prêt-à-porter haut de gamme Cotéfac qui a bénéficié d'une procédure de sauvegarde.

« Beaucoup de mes clients sont pris à la gorge »

« En France, nous avons la chance de produire une électricité peu chère avec les centrales nucléaires, mais comme son prix est indexé sur celui du gaz, dont les cours ont explosé avec la crise ukrainienne, elle nous est vendue ensuite quatre à dix fois plus cher », s'indigne Stéphane Duclomb, qui dirige l'entreprise Innov & Sens et préside Innovovs ensemble (qui regroupe des entreprises, écoles, et collectivités). La solution, selon lui, bloquer les prix, « comme l'ont fait certains pays. Il faut sortir du système européen des prix de l'énergie, sinon on se tire une balle dans le pied. Car l'énergie, c'est le dernier pavé qu'on se prend dans la figure après le Covid, la hausse des transports, des matières premières et les difficultés de recrutement », constate cet entrepreneur qui ne mâche pas

ses mots et a signé la tribune parue dans *Les Échos*. « Je m'occupe de stratégie d'entreprise et beaucoup de mes clients sont pris à la gorge. J'ai un client dans l'Isère qui m'a dit qu'il devait tripler le prix horaire de sa chaîne de peinture. S'il ne le fait pas, il va fermer provisoirement – comme le font certains pendant des mois – ou partiellement ou mettre la clé sous la porte. » « On pousse un cri d'alarme avec cette tribune car notre industrie ne va plus être compétitive. La plupart des entreprises qui ont dû signer un nouveau contrat avec un fournisseur d'électricité ont impacté leur bilan pour deux, voire trois ans. Nous ne voulons pas de subventions de l'État, mais une énergie moins chère pour vivre de nos marges, former des jeunes et investir. »